



Le ministère de la culture, un ministère non prioritaire !

Comme une mauvaise nouvelle n'arrive jamais seule, après avoir annoncé le 18 juin le gel du point d'indice des fonctionnaires jusqu'à la fin 2014 (le point d'indice est gelé depuis le 1^{er} juillet 2010), le gouvernement de Jean-Marc Ayrault a envoyé mardi 25 juin aux ministres de plein exercice des lettres plafonds qui, au total, viennent confirmer et accentuer pour 2014 le tour de vis budgétaire déjà imposé cette année.

L'objectif affiché de cette nouvelle cure d'austérité est de baisser les dépenses globales de l'Etat de 1,5 milliard. Cet « effort », dont le Premier ministre lui-même tient à souligner qu'il constituera une première depuis 1958, pèsera pour 750 millions sur les collectivités locales et 750 millions sur les ministères et les opérateurs.

Si on ne connaît pas pour le moment la teneur et le détail de ces lettres plafonds, on sait en revanche que les priorités du gouvernement restent inchangées : emploi, éducation, logement, sécurité et justice.

Ainsi, le ministère de la culture, qui connaît pourtant déjà une situation financière extrêmement difficile, va devoir un peu plus se serrer la ceinture. Il convient en effet de rappeler que la mission culture, avec - 4,5%, a subi une purge historique en 2013, et que notre ministère, durement éprouvé par la RGPP, a perdu plusieurs milliers d'emplois ces dernières années. Alors que l'Etat prévoit de supprimer 3200 postes de fonctionnaires en 2014, nous sommes en droit de savoir le montant de l'addition présentée à Madame Filippetti et à son cabinet.

On ne peut pas ne pas mettre en miroir ces informations extrêmement préoccupantes avec les chiffres de la fréquentation des établissements culturels. Au-delà du seul Louvre qui accueille maintenant près de 10 millions de visiteurs, il faut absolument noter que dans cette période de crise l'engouement pour la culture ne se dément pas.

A vouloir encore amputer les moyens budgétaires et humains du ministère de la culture, le gouvernement commet donc une très lourde erreur. Cette erreur est une erreur politique. Elle est également sociale si on considère comme nous le faisons que la culture est un facteur essentiel de cohésion sociale et d'égalité des chances. Mais elle est aussi économique et confine même à l'absurde quand on sait le levier de développement extraordinaire que constitue la culture et en particulier le service public culturel.

La CGT-Culture exige que toute la lumière soit faite sur la réalité de ces arbitrages budgétaires pour 2014. La Ministre qui n'a cessé de rappeler son attachement au dialogue social doit rapidement recevoir les représentants des personnels.

C'est maintenant que les personnels et leurs organisations syndicales doivent intervenir pour peser sur les orientations du gouvernement.

Le combat unitaire pour la défense du ministère et de la culture continue.

Paris, le 27 juin 2013